

Colombie : la justice ordonne l'arrestation de l'ex-président Uribe



Bogotá, 5 août (RHC)- La Cour suprême colombienne a ordonné l'arrestation de l'ex-président colombien et actuel sénateur Alvaro Uribe, encore très influent dans son pays, pour une affaire de manipulation de témoins contre un opposant de gauche. Ce dernier a annoncé ce mardi sur Twitter que la justice avait ordonné son arrestation.

«La privation de ma liberté me cause une profonde tristesse pour mon épouse, pour ma famille et pour les Colombiens qui croient encore que j'ai fait quelque chose de bien pour la patrie», a twitté l'ancien chef de l'Etat (2002-2010), un représentant de la droite dure.

Bien que la Cour ne se soit pas publiquement prononcée sur son inédite décision contre un ex-président colombien, les médias locaux indiquaient qu'il ne serait pas transféré en prison, mais assigné à résidence. Alvaro Uribe, 68 ans, chef du Centre démocratique (CD, au pouvoir), vit à Rio Negro, près de Medellín (nord-ouest). Cette décision inattendue contre le parrain politique de l'actuel président Ivan Duque, au pouvoir depuis deux ans, a été prise durant une audience tenue à huis clos et visant à définir sa situation.

La Cour suprême, seule instance habilitée à juger les parlementaires, décidera plus avant de la tenue ou non d'un procès. Alvaro Uribe, entendu le 9 octobre 2019 par les magistrats, fait l'objet d'une enquête pour manipulation de témoins en sa qualité de sénateur, affaire qui pourrait lui valoir jusqu'à huit ans de prison pour subornation et fraude procédurale. L'ex-président, qui bénéficie encore d'un certain soutien populaire pour sa politique de main de fer contre les guérillas de gauche, avait porté plainte en 2012 contre le sénateur Ivan Cepeda pour un complot présumé en s'appuyant sur de faux témoins. Il affirme que son principal opposant politique, lui-même témoin dans l'affaire, a demandé à d'anciens paramilitaires de l'accuser d'être impliqué dans des activités criminelles de milices d'extrême droite armées contre les rebelles. Toutefois, la Cour n'a pas engagé de poursuites contre Ivan Cepeda, mais a décidé en 2018 d'ouvrir une enquête contre Alvaro Uribe pour la même raison: manipulation de témoins contre un opposant.

Outre cette affaire, il est visé par d'autres enquêtes pour des crimes présumés liés au long et complexe conflit armé, qui mine la Colombie depuis près de six décennies. En juin, la Cour suprême a ainsi annoncé l'ouverture d'une enquête pour une affaire d'écoutes illégales menées par des militaires en 2019, visant quelque 130 journalistes, hommes politiques, militaires en retraite et syndicalistes. Mais Alvaro Uribe a toujours clamé son innocence et son parti mène une intense campagne médiatique pour défendre l'«honneur» de son chef.

José Miguel Vivanco, directeur exécutif de la division Amériques de l'organisation Human Rights Watch (HRW), l'ont saluée. «Je félicite la Cour suprême d'agir de manière responsable en ordonnant l'assignation à résidence d'Uribe. La Cour démontre que tous - jusqu'aux plus puissants - sont égaux devant la loi. Il faut respecter l'indépendance judiciaire», a-t-il tweeté. Cette décision vient grossir les rangs d'anciens dirigeants latino-américains populaires devant rendre des comptes à la justice, tels Lula au Brésil, Cristina Kirchner en Argentine, Rafael Correa en Equateur, Alberto Fujimori au Pérou ou Ricardo Martinelli au Panama.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/230678-colombie-la-justice-ordonne-larrestation-de-lex-president-uribe>



Radio Habana Cuba